PARTENARIAT MONDIAL pour L'EDUCATION

BOD/2014/06-DOC 15
Réunion du Conseil d'administration
Bruxelles, Belgique
27-28 juin 2014

BUDGET ACTUALISÉ DU SECRÉTARIAT

Pour décision

1. OBJET

1.1 Le présent document a pour objet de soumettre au Conseil d'administration (le « Conseil ») le budget actualisé du Secrétariat à compter de mai 2014 et de demander une allocation de ressources supplémentaires pour couvrir les besoins imprévus de l'actuel exercice ainsi que les besoins futurs, compte tenu de l'extension du programme de travail du Secrétariat dans certains domaines programmatiques. Le présent document vise également à obtenir du Conseil d'administration qu'il approuve la recommandation du Comité de gouvernance, d'éthique, des risques et du financement (le « GERF ») autorisant le Secrétariat à revenir à un cycle de gestion budgétaire annualisé (juillet-juin) pour s'aligner sur l'exercice de la Banque mondiale. Le Secrétariat présenterait alors un budget sur six mois que le Conseil examinerait lors de sa réunion de décembre 2014 afin de couvrir la période de janvier à juin 2015 ; il préparerait ensuite un budget annualisé (juillet-juin) à compter de mai/juin 2015. Enfin, le document vise à solliciter l'approbation du Conseil en vue d'autoriser le Secrétariat à financer le renforcement des activités de communication et de coordination entre les groupes de pays en développement partenaires membres du GPE conformément à la décision **BOD/2014/06-XX.**

2. DÉCISION RECOMMANDÉE

Le Secrétariat recommande l'approbation par le Conseil d'administration de la décision suivante :

BOD/2014/06-XX- Budget actualisé du Secrétariat. Le Conseil d'administration :

a. approuve un montant supplémentaire de 515 000 dollars pour couvrir les besoins budgétaires de l'année civile 2014 comme indiqué dans la section 3.1.

b. approuve un montant supplémentaire de 310 230 dollars destiné à financer de nouvelles activités et initiatives.

c. souscrit à la recommandation du GERF d'autoriser le Secrétariat à revenir à un exercice budgétaire annualisé, courant du 1er juillet au 30 juin (GERF/2014/05 - DOC 07), afin de s'aligner sur les obligations, politiques, procédures et systèmes en matière de comptabilité et de rapports correspondant à l'exercice de l'organisme d'accueil (la Banque mondiale), ledit exercice prenant effet à compter du 1er juillet 2015 ;

d. prie le Secrétariat de préparer un budget sur six mois couvrant la période de janvier à juin 2015, lequel sera soumis à l'examen du Conseil à sa réunion de décembre 2014, puis de préparer un budget pour l'exercice allant de juillet à juin, à compter de mai/juin 2015 ; et

e. approuve un montant supplémentaire de 350 000 dollars (50 % de 700 000 dollars) pour financer le renforcement des activités de communication et de coordination entre les groupes de pays en développement partenaires membres du GPE pendant une période de six mois (juillet-décembre 2014) conformément à la décision **BOD/2014/06-XX.**

3. Dépenses du Secrétariat à la fin du mois de mai 2014

3.1 Bien que le Secrétariat maintienne un rythme soutenu de dépenses courantes (38 % pour les dépenses réelles et 42 % pour les engagements) (voir l'annexe 1), plusieurs besoins budgétaires imprévus sont apparus. À ce titre, un financement supplémentaire du Conseil s'avère nécessaire pour clôturer l'exercice dans les limites de l'enveloppe budgétaire approuvée. Ces dépenses n'ayant pas été prévues au moment de l'approbation du budget administratif de l'exercice 2014, elles devraient être considérées comme des demandes ponctuelles. L'état du budget à la fin du mois de mai 2014 figure dans l'annexe 1. Les besoins budgétaires actuels au titre de l'année civile 2014 sont les suivants (tableau 1) :

- Coûts liés à la réunion du Conseil de février 2014 : il s'agissait de frais imprévus ponctuels découlant de la décision d'organiser une nouvelle réunion en présentiel du Conseil à Washington, au cours de l'année civile 2014. Étant donné que ce coût n'était pas inscrit au budget 2014 du Secrétariat, les fonds sollicités sont à présent nécessaires pour couvrir les frais de réunion.

- Coûts indirects liés au recrutement de consultants à court terme et de temporaires : La Banque mondiale a informé le Secrétariat de sa décision de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de recouvrement intégral des coûts auprès de tous les fonds

fiduciaires. Le Secrétariat travaille assidûment avec la Banque mondiale sur le mode de facturation du Partenariat mondial et veillera au plafonnement annuel des frais. La première étape de cette stratégie de recouvrement des coûts consiste, pour la Banque mondiale, à imposer un nouveau prélèvement indirect sur le coût des services de consultants pour couvrir les charges indirectes (à savoir, les dépenses liées aux installations et à la communication ainsi que les dépenses informatiques). Auparavant, les coûts indirects étaient imputés au personnel faisant partie de la masse salariale des fonds fiduciaires, mais ils sont désormais également imputés aux consultants à court terme et aux temporaires. Ce changement ayant été institué par la Banque mondiale le 1er février 2014, il n'était donc pas prévu au moment de la formulation de la demande budgétaire du Secrétariat au titre de l'année civile 2014. Les départements de la Banque chargés des partenariats mondiaux et des fonds fiduciaires ont communiqué ces changements aux bailleurs de fonds à la fin du mois de février 2014. Cette charge supplémentaire aura un impact significatif sur les dépenses du Secrétariat prévues pour l'année civile 2014, étant donné la nécessité de recourir à des consultants - en particulier dans la première moitié de l'année – pour accroître les capacités de reconstitution des ressources. En choisissant de recourir à une aide à court terme pour des missions distinctes et sensibles au facteur temps, le Secrétariat est en mesure de mobiliser les ressources de façon opportune, rentable et souple, en évitant des recrutements à durée déterminée et l'augmentation des effectifs. Le Secrétariat n'est pas en mesure pour l'instant d'estimer le coût total de l'initiative de recouvrement des coûts entreprise par la Banque mondiale, exception faite de la mesure récente qui consiste à facturer les services des consultants (ce qui représente un montant supplémentaire de 190 000 dollars par an) mais tiendra le Conseil informé de l'évolution de la question.

- Campagne de reconstitution des ressources : à ce jour le Secrétariat a reçu une réponse très positive, et le nombre de participants devrait dépasser de façon significative l'estimation de départ. Les Partenariats et l'Équipe des relations extérieures estiment à présent que la réunion rassemblera environ 700 participants, contre les 500 avancés dans l'estimation de départ formulée au moment de la demande de reconstitution des ressources (soit une augmentation de 40 %). Cette augmentation du nombre de participants entraînera des dépenses supplémentaires concernant la capacité d'accueil, les repas et rafraîchissements, et le matériel d'interprétation. Le nombre de lieux d'accueil des manifestations parallèles a

également augmenté au fur et à mesure de la planification. En outre, le Secrétariat table sur un niveau de représentation plus important à la Conférence que celui envisagé précédemment (à ce jour, 34 ministres ont confirmé leur participation), ce qui entraînera des frais supplémentaires pour la sécurité, la réception, le transport, etc. Le Secrétariat suivra de près ces coûts afin de réaliser autant d'économies que possible.

- Frais de déplacement de la Directrice générale : la Directrice générale a fait de nombreux déplacements à ce jour pour contacter les gouvernements et les partenaires donateurs en amont de la conférence de reconstitution. Ces déplacements sont d'une ampleur exceptionnelle et n'auront pas lieu en dehors des années autres que les années de reconstitution des ressources.

Tableau 1 : Besoins budgétaires pour l'année civile 2014

Activité	Montant (USD)
Réunion du Conseil de février	100 000
Coûts indirects pour consultants à court terme	190 000
Campagne de reconstitution des ressources	175 000
Déplacements de la Directrice générale	50 000
Total	**515 000**

3.2. Besoins budgétaires liés à de nouvelles activités. Étant donné les exigences qui découleront du programme de travail et eu égard à la nécessité pour le Secrétariat de poursuivre une série de nouvelles activités et initiatives, un certain nombre de besoins budgétaires sont apparus ainsi que récapitulés ci-dessous, y compris la demande de création de deux postes supplémentaires. Si cette demande de création de postes est approuvée, le personnel concerné prendra probablement fonction au plus tôt au mois d'octobre 2014, compte tenu du temps nécessaire pour la publication de l'annonce et le recrutement. Les coûts estimatifs pour l'année civile 2014 figurent donc ci-dessous pour la période octobre-décembre 2014 et les dépenses sur la totalité de l'exercice sont également fournies à titre d'information (tableau 2).

- Plan stratégique et fonds humanitaire : le Secrétariat devra commencer à travailler sur le prochain plan stratégique en collaboration avec le Comité de coordination et le Comité des stratégies et des politiques. Des services de consultants à court terme spécialisés seront nécessaires pour aider à remplir cette mission et élaborer une politique plus complète sur le rôle du Partenariat mondial dans les situations humanitaires et d'urgence. Le Secrétariat estime à environ 150 000 dollars le montant nécessaire pour

couvrir les dépenses liées aux consultants à court terme qui seront affectés à cette mission.

- Nouveaux postes (2)

1. Responsable des financements innovants : à son audioconférence du 2 juin, le Conseil a approuvé la recommandation du GERF relative à la constitution d'une provision de 125 millions de dollars pour les programmes futurs, dont un montant nominal de 100 millions de dollars serait dédié aux financements innovants. Le Secrétariat devra embaucher un spécialiste pendant une durée déterminée pour être en mesure d'élaborer un guide opérationnel sur les financements innovants et coopérer avec des partenaires potentiels tels que la Banque islamique de développement et la Banque mondiale à la mise en place des mécanismes de financement innovants.

2. Assistant(e) spécial(e) du Président : au moment de la formulation du projet de budget pour l'année civile 2014, le Partenariat mondial n'avait pas encore désigné ou nommé son nouveau Président. La catégorie et le type de personnel d'appui devant assister le Président dans l'exercice de ses fonctions restaient à définir. À présent, il ne fait plus de doute que le recrutement d'un membre du personnel à temps plein est indispensable au Secrétariat pour apporter ce soutien. Le personnel recruté assurera l'aide à la liaison et la coordination entre le Président et la Directrice générale et d'autres membres de l'équipe de direction. En outre, il assistera le Président dans les activités de sensibilisation et de communication.

Tableau 2 : Besoins budgétaires futurs

Dotation en personnel	Montant pour l'année civile 2014 (USD)	Montant pour l'année civile 2015 (USD)
Consultants - Plan stratégique et Fonds humanitaire (juillet-décembre)	150 000	-
Responsable des financements innovants	116 550	233 100
Chargé de liaison affecté au Président	43 680	175 000
Total	**310 230**	**408 100**

4. Questions budgétaires

4.1 Le Secrétariat a présenté un document succinct au comité du GERF réuni à Dakar (Sénégal) les 5 et 6 mai 2014. Le GERF a passé en revue les questions à examiner

(GERF/2014/06 - DOC 10) et abordé les difficultés rencontrées par le Secrétariat du GPE en termes de planification budgétaire, de suivi et d'établissement de rapports en fonction de l'année civile plutôt qu'en fonction de l'exercice (juillet-juin) de l'organisme hôte, y compris les questions suivantes :

- deux clôtures d'exercice : confusion concernant les contrats, enregistrement des dépenses, signature des documents afférents à la lettre de représentation par la Directrice générale et les responsables du Secrétariat en raison de deux clôtures d'exercice (une clôture informelle en décembre pour le GPE et une clôture officielle fin juin pour s'aligner sur la clôture d'exercice de l'organisme hôte) ;
- rapports sur les dépenses et suivi des dépenses : les rapports sur le budget administratif du GPE sont établis en deux parties distinctes pour tenir compte des deux exercices ;
- planification et suivi du programme de travail : dans le contexte actuel, le Secrétariat doit répartir le budget annuel par activités à deux reprises, puis assurer le suivi et établir deux rapports semestriels séparés ; et
- questions liées aux contrats : confusion dans les relations avec les entreprises, fournisseurs et consultants en raison du fait que la clôture de l'exercice de la Banque mondiale commence en mai, ce qui correspond au cinquième mois seulement de l'exercice du GPE.

4.2 Compte tenu des problèmes évoqués ci-dessus, les responsables du Secrétariat ont proposé de modifier le cycle du budget administratif pour l'aligner sur celui de l'organisme hôte. Le GERF a reconnu que le fait de se baser sur l'année civile induit une charge administrative supplémentaire, et a appuyé la demande du Secrétariat de revenir à un exercice qui s'échelonne de juillet à juin.

5. Programme de travail actualisé pour les cinq premiers mois (janvier-mai 2014)

5.1 Le Secrétariat a entrepris des activités très diverses au cours de la première partie de l'année. L'annexe 2 résume les éléments saillants du programme de travail par équipe.

Annexe 1 : État du budget du Secrétariat (fin mai)

Annexe 1 : État du budget du Secrétariat (fin mai)

Budget du Secrétariat du GPE pour l'année civile 2014

Données au 31 mai 2014

Répartition récapitulative des dépenses (en milliers de dollars)

	Budget initial de l'année civile 2014	Total effectif sur 5 mois 31/5/14	Engagements 31/5/14	Budget effectif depuis le début de l'année en % du budget initial	Budget effectif depuis le début de l'année + engagements en % du budget initial
SOURCES					
Budget approuvé par le Conseil (A)	**16 649**	**16 649**			
Nouveaux comités	**160**	160			
Comité directeur (S&E)	**140**	140			
2e reconstitution des ressources du Fonds du GPE	**724**	724			
Reconstitution des ressources - Contribution de l'Allemagne	**135**	0			
Reconstitution des ressources - Déplacements des ministres des pays en développement partenaires	**150**	150			
Total des révisions du budget (B)	**1 309**	**1 174**			
BUDGET TOTAL (A+B)	**17 958**	**17 822**		**99 %**	
DÉPENSES					
Total Frais de personnel, avantages sociaux compris	**8 922**	3 466		39 %	
Total Communication	**123**	57	48	46 %	85 %
Total Matériel & Locaux	**882**	312		35 %	
TOTAL DES COÛTS FIXES	**9 927**	**3 835**		**39 %**	
Total Emplois temporaires et de courte durée	**160**	67	36	42 %	64 %
Total Consultants à court terme	**2 100**	700	603	33 %	62 %
Total Consultants à long terme	**1 038**	482		46 %	
Total Voyages	**2 216**	896		40 %	
Total Frais de Représentation & Réception	**60**	0		0 %	
Total Services contractuels	**1 710**	492	92	29 %	34 %
Total des autres dépenses	**250**	113		45 %	
TOTAL DES COÛTS VARIABLES	**7 534**	**2 750**		**36 %**	
DÉPENSES BRUTES	**17 461**	**6 585**		38 %	
Facturation interne des services de TI	497	211		42 %	
DÉPENSES TOTALES	**17 958**	**6 796**	**779**	**38 %**	**42 %**

Annexe 2 : Travail accomplis du Secrétariat

<u>Équipe de soutien aux pays :</u>

Développement du nouveau modèle de financement :

- Mise à disposition des documents de travail et organisation d'un processus de consultation ayant abouti à la réunion du Conseil de février.
- Élaboration des directives opérationnelles du nouveau modèle de financement en concertation avec les Entités d'exécution et les comités du Conseil.

Guides et documents du Conseil :

- Lancement d'un processus consultatif visant à mettre à jour les principaux documents relatifs au nouveau modèle de financement, y compris le Guide de préparation et d'évaluation des Plans sectoriels de l'éducation et le Guide du processus GPE au niveau des pays.
- Préparation du document du Conseil d'administration du GPE sur la mise à disposition d'un guichet de financement des analyses du secteur de l'éducation.

Financement :

- Soutien d'une (**1**) requête de financement pour le développement de plans sectoriels de l'éducation, de trois (**3**) requêtes de financement pour la préparation de programmes, de cinq (**5**) requêtes de financement pour la mise en œuvre de programmes (premier cycle de 2014) ;
- Lancement de l'examen de la qualité de 10 demandes de pays potentielles au titre du second cycle de 2014.

Développement du partenariat :

- Facilitation du processus d'adhésion de cinq (**5**) pays susceptibles de devenir membres du GPE en 2014.

Missions de soutien aux pays :

- Exécution de 38 missions de soutien aux processus des pays, de développement de plans sectoriels de l'éducation, de mise en œuvre et de suivi, et d'examen de la qualité des requêtes de financement adressées au GPE.

Initiative de suivi sectoriel :

- Organisation du 5e et dernier atelier régional (Amérique latine) et de l'atelier de synthèse générale.
- Nette amélioration de l'aptitude des plans sectoriels de l'éducation à faire l'objet d'un suivi dans les pays membres du GPE depuis le lancement de l'initiative.

Soutien multi-équipes :

- Contributions au Plan de mise en œuvre, aux blogs, aux notes d'information, aux supports relatifs à la reconstitution des ressources et aux autres supports de communication.

Gestion, production et diffusion des connaissances :

- Mise à l'essai de l'outil d'analyse de l'égalité des sexes pour le secteur de l'éducation en collaboration avec l'UNGEI au Malawi, en Guinée et en Érythrée.
- Participation à diverses activités de diffusion des connaissances, notamment sur les questions de langue (en collaboration avec le CIEP et d'autres partenaires), la violence sexiste à l'école (activité conjointement organisée par l'UNGEI, l'UNESCO et la France) et dans le cadre de différentes sessions tenues en marge de la conférence annuelle de la *Comparative and International Education Society (CIES)* à Toronto.

Travaux thématiques sur les objectifs stratégiques

- Participation à l'initiative d'intérêt commun créée pour les États fragiles ou touchés par un conflit.
- Participation à des communautés de pratique (COP ou groupes de référence techniques) créées pour l'éducation des filles (coordination : l'UNGEI et la France), le calcul (GIZ et *Save the Children*), la lecture et l'écriture (USAID) et la finance (coordination : Australie).
- Soutien à l'Équipe spéciale sur les enseignants comme objectif stratégique 4 dans le cadre des COP.
- Participation à l'Initiative en faveur des enfants non scolarisés, menée par l'UNICEF et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Engagement dans les États fragiles ou touchés par un conflit :

- Réception d'un nombre de requêtes plus élevé émanant des États fragiles ou touchés par un conflit ; préparation de requêtes de financement du GPE : Haïti, Pakistan (Sindh et Baloutchistan) et Togo.
- Élaboration de principes directeurs et de suggestions tenant compte des situations de conflit pour l'intégration de la prise en compte des situations de conflit dans l'analyse des plans sectoriels de l'éducation en collaboration avec l'INEE, à l'effet de les incorporer dans les directives sur les plans sectoriels de l'éducation.
- Processus de consultation continu visant à mettre en évidence le rôle possible du GPE dans les situations humanitaires et d'urgence complexes pour en rendre compte au Conseil en juin.
- Étude de la possibilité d'une collaboration avec *Global Coalition to Protect Education from Attack* pour soutenir les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue de prévenir les attaques violentes contre l'éducation et améliorer la protection.

<u>Opérations :</u>

Gouvernance :

- Assistance apportée au Président par intérim pour la création de quatre nouveaux comités du Conseil d'administration.
- Organisation de la réunion spéciale du Conseil et des premières réunions des comités techniques en février.
- Appui aux trois comités techniques pour l'élaboration de plans de travail annuels et l'organisation de réunions supplémentaires en présentiel pour le compte du Comité des financements et performances au niveau des pays et du Comité de gouvernance, d'éthique, des risques et du financement.
- Rédaction de documents sur les conditions et les mesures incitatives liées au nouveau modèle de financement, les ressources disponibles pour les financements minimum et maximum alloués aux pays, les mécanismes de mobilisation de financements et sur le rôle du GPE dans les crises humanitaires pour examen par les comités et approbation par le Conseil d'administration.
- Organisation d'une réunion en présentiel du Conseil d'administration en juin et rédaction de documents du Conseil pour examen et approbation.

Information financière :

- Codirection de l'élaboration du document sur les options en collaboration avec l'Équipe de soutien aux pays et le Groupe de référence sur le nouveau modèle de financement pour présentation à la Réunion spéciale du Conseil d'administration de février 2014.
- Élaboration de documents pour le GERF sur les « Options de relèvement du plafond », les « Ressources disponibles », les « Rôles et responsabilités au niveau des pays », le « Plan d'élargissement de l'admissibilité » et contribution au document sur les « Financements innovants ».
- Réalisation d'un exercice général de prévision des décaissements suivant une démarche ascendante.
- Collaboration avec l'UNICEF et l'administrateur fiduciaire pour finaliser les modifications apportées à l'Accord sur les procédures financières et régler la question des procédures faisant obstacle au financement alloué au Yémen.
- Poursuite de l'appui à l'établissement d'une nouvelle base de données sur les financements, à la mise au point de nouveaux systèmes d'information et à la communication d'informations du GPE à l'IITA.
- Travaux en cours sur l'examen des requêtes de financement de faible montant, le suivi des contributions des donateurs et des décaissements de fonds, la réponse aux questions des parties prenantes, et sur la préparation des rapports financiers trimestriels pour le 4^{e} trimestre 2013 et le 1er trimestre 2014.

Mise à niveau des solutions informatiques :

- Données du GPE en libre accès et visualisation de données : réalisation d'une cartographie de la plate-forme de données et visualisation des principaux indicateurs de l'éducation dans le monde correspondant aux objectifs stratégiques du GPE dans 59 pays en développement partenaires.
- Site web du GPE : lancement du nouveau site web du GPE sur la plate-forme Drupal de gestion de contenu et migration des contenus.

- Plate-forme en ligne du GPE : progrès dans la conception d'une plate-forme sécurisée en ligne pour renforcer l'engagement des partenaires du GPE à y effectuer des activités opérationnelles, collaborer sur des documents, partager des connaissances et faciliter l'accès à des informations essentielles à la gestion opérationnelle.
- Inventaire et analyse des besoins du GPE sous la forme de « scénarios utilisateurs » (séquence des activités liées aux financements, information financière, collaboration sur les documents) pour les incorporer dans les conditions générales des projets. Développement et conception de la plate-forme. Lancement prévu à la fin du 3e trimestre 2014

<u>Partenariats et relations extérieures</u> :

Conférence de reconstitution des ressources et d'annonce de contributions :

- Lancement du Plaidoyer pour l'investissement le 24 mars 2014 assorti d'une large diffusion auprès des partenaires du GPE et de diverses organisations.
- Obtention des contrats de gestion (espace et évènement) de la conférence de reconstitution des ressources. Les invitations à la conférence de reconstitution des ressources ont été envoyées aux partenaires du GPE et à diverses organisations.
- Mise en place d'un cadre de mobilisation des contributions et appel à manifestation d'intérêt adressé aux partenaires pour l'annonce de contributions. Le Partenariat mondial utilise le cadre de mobilisation des contributions pour solliciter l'engagement financier et politique de ses partenaires.

Renforcement du rôle de la société civile, du secteur privé et des fondations privées au sein du Partenariat dans les pays et à l'échelle mondiale :

- Organisation d'une table ronde avec les acteurs du secteur privé et des fondations privées pour l'élaboration d'une stratégie du secteur privé en janvier 2014. Cette stratégie sera davantage affinée dans les mois à venir. Approfondissement du dialogue avec le groupe chargé du secteur privé suivant un processus devant déboucher sur la conférence de reconstitution des ressources.
- Les OSC mènent une action de sensibilisation au plan mondial et dans les pays en faveur de l'augmentation du financement de l'éducation. Approfondissement du dialogue avec les OSC et ONG internationales en organisant de nombreuses campagnes de sensibilisation inscrites dans un processus devant déboucher sur la conférence de reconstitution des ressources.
- Organisation de plusieurs réunions et ateliers visant à renforcer les actions de sensibilisation menées auprès des groupes constitutifs des pays en développement partenaires.

Renforcer le profil/la visibilité du GPE au plan politique :

- Depuis janvier 2014, visite de 18 pays donateurs / pays donateurs potentiels et organisation de réunions avec divers organismes gouvernementaux et homologues parlementaires à l'appui de la campagne de reconstitution des ressources.
- Élaboration d'une stratégie des ambassadeurs à l'appui de la campagne de reconstitution des ressources et confirmation des ambassadeurs, y compris des dirigeants au niveau

mondial, des chefs d'État, des ministres et d'autres personnalités de haut niveau. Les ambassadeurs du GPE participent à la campagne de sensibilisation, attirent l'attention sur la crise du financement de l'éducation et soutiennent le Partenariat mondial dans sa mission. Leur contribution se fait de diverses manières : accompagner la Directrice générale lors des visites aux bailleurs de fonds, participer à des évènements importants, publier des articles d'opinion et rédiger des correspondances, etc.
- Des représentants du GPE ont participé à une série de réunions / conférences en faveur de la prochaine campagne de reconstitution des ressources afin d'accroître la visibilité du GPE auprès des principaux partenaires et de plaider pour une augmentation du financement de l'éducation. Des conférences, réunions et discussions sont en cours sur le cadre pour l'après-2015.

Plan de mise en œuvre :

- Discussions avec les points focaux du Secrétariat du GPE et les partenaires concernés sur les cinq objectifs stratégiques. L'accent a été mis sur l'état d'avancement des actions associées au plan de mise en œuvre, les obstacles qui s'y opposent et les problèmes pouvant avoir une incidence négative sur l'exécution du plan de mise en œuvre à moyen terme. Un outil de suivi a été élaboré pour suivre les progrès accomplis et fait l'objet d'une mise à jour régulière.
- Discussions avec le président du Comité des stratégies et des politiques sur les moyens les plus efficaces de rendre compte des progrès accomplis au titre du plan de mise en œuvre. Une réunion conjointe des points focaux du Secrétariat, des représentants des partenaires extérieurs (pour les cinq objectifs stratégiques) et des membres du Comité des stratégies et des politiques est prévue le 22 mai 2014.
- Préparation d'une note d'information sur la revue du plan stratégique 2012-2015 (le plan de mise en œuvre) pour examen à la réunion du Conseil de juin 2014.

Édification d'une communication stratégique et d'une fonction médias fortes pour soutenir les objectifs fondamentaux du GPE :

- Publication du Plaidoyer pour l'investissement en anglais et français et d'un résumé du Plaidoyer pour l'investissement (6 pages) en anglais, français, espagnol, japonais, coréen et arabe.
- Production d'une série de plus de 13 fiches d'information sur le GPE.
- Production de vidéos de haute qualité sur les travaux (et les résultats) du Partenariat en Sierra Leone, au Cameroun, en RDP lao et en Éthiopie.
- Publication d'entretiens dans la presse écrite et audiovisuelle avec Julia Gillard dans plus de 30 organes de presse du monde (les entretiens sur BBC World et Al Jazeera ont été diffusés dans plus de 100 pays) pour renforcer le profil du GPE ; publication et diffusion d'articles d'opinion et de blogs dans le *Huffington Post*, le *Guardian* et sur le site du GPE.
- Entretiens écrits et télévisés avec Alice Albright ; articles d'opinion dans le magazine *Foreign Policy* ; Plusieurs articles de blog.

<u>Suivi et évaluation (S&E)</u>

Activités d'évaluation :

- L'évaluation de la qualité des plans sectoriels de l'éducation se poursuit et s'achèvera au mois d'août 2014. Les résultats de cette étude fourniront des données sur la façon dont le Partenariat mondial peut améliorer la qualité de ces documents à l'avenir.
- Début des travaux sur la méthodologie d'évaluation de la contribution du GPE à la performance du secteur de l'éducation au niveau des pays.
- Soutien du Comité indépendant d'évaluation pour l'évaluation intérimaire extérieure du Partenariat mondial.

Activités de suivi en cours :

- En collaboration avec l'équipe des connaissances et de l'innovation numérique, l'équipe de suivi et évaluation a commencé à travailler sur le projet de visualisation des données du GPE en janvier. La phase 1 de ce projet est la création, sur le site web, d'une interface globale permettant de visualiser les indicateurs de l'éducation au niveau mondial et/ou régional et de comparer l'ensemble des pays en développement partenaires en fonction d'une série d'indicateurs de l'éducation essentiels correspondant aux objectifs stratégiques du GPE.
- Préparatifs pour la planification, la collecte et l'analyse de données en vue du Rapport annuel sur les résultats de l'éducation qui sera rédigé cet été et publié au mois de novembre 2014.

Soutien aux efforts de reconstitution des ressources :

- Contribution à la rédaction du Plaidoyer pour l'investissement et du Cadre de mobilisation des contributions et réponse aux demandes des partenaires au sujet de ces documents.